

ÉDITO

Par Emmanuel LE ROCH,
Délégué Général de Procos



Environnement du commerce : agissons plus vite !

Alors que les discussions se poursuivent pour mettre en œuvre les solutions nécessaires à la redynamisation des centres-villes, approche que Procos soutient et dans laquelle notre organisation souhaite être un acteur actif, nous sommes tout de même inquiets sur quelques sujets. Nous ne sommes pas certains que la prise de conscience générale soit suffisante sur le fait que le commerce subit une révolution, une transformation très profonde et plus rapide que celles connues par le passé. Cette sous-estimation présenterait plusieurs dangers.

Le premier est celui de la mise en place trop tardive et trop lente de mesures d'accompagnement permettant aux acteurs d'accélérer leur transformation numérique pourtant urgente. Le temps de l'entreprise, n'est pas celui de la ville et des territoires, il faut surtout s'assurer de la pérennisation avant d'avoir l'ambition de mieux positionner les magasins dans les territoires. Tous les acteurs du commerce, « petits et gros », doivent se transformer. La transformation actuelle n'est pas aisée et réclame une prise de conscience de son ampleur, des compétences et des investissements (informatique, supply chain, restructuration de parcs de magasins ...), en bref, des moyens qu'il faut vite mobiliser. Un crédit d'impôt numérique et/ou un amortissement accéléré est urgent à mettre en place. Cela n'a aucun lien avec les réflexions à poursuivre en parallèle sur les villes et le commerce menées dans le cadre du projet de loi ELAN. Donc, n'attendons pas !

Le second danger porte sur les aspects fiscaux. L'environnement du commerce a tellement changé qu'il est évident que le système de fiscalité appuyé principalement sur le magasin est inadapté à ce contexte et met en danger le point de vente alors que tout le monde reconnaît que celui-ci est crucial pour la vie locale. Or, on entend encore des acteurs qui imaginent accroître telle ou telle taxe appuyée sur le point de vente en espérant que les uns (la périphérie) puissent financer les autres (le centre-ville) !

C'est la preuve que tous n'ont pas pris conscience de la situation, des conséquences du développement d'internet sur le modèle économique du magasin, de la présence d'acteurs comme Amazon ou Google qui viennent capter une partie croissante de la valeur. On ne regarde pas le sujet à la bonne échelle et à la bonne vitesse. Revoir la fiscalité du commerce est urgent afin que celle-ci ne s'appuie plus sur le magasin ! Si nous souhaitons des magasins dans les territoires, arrêtons de les défavoriser. Cessons de penser que seul le commerce de centre-ville est bouleversé. Accompagnons tous les acteurs dans leur transformation. Définissons rapidement des mesures pour tenir compte de l'accélération de la transformation. Faisons-en sorte qu'il ne soit pas trop tard. Les acteurs historiques du commerce sont très fortement engagés : innovation, réorganisation, création de nouvelles approches, omnicanal... L'urgence est de faciliter leurs actions en écoutant leurs besoins sans attendre (soutien à l'investissement, formation, fiscalité...).

Le troisième danger serait la sous-estimation du poids que sont en train de prendre les géants du numérique dans l'écosystème et la captation de valeur qui risque de limiter au-delà de l'acceptable la liberté d'action des acteurs de taille plus réduite. Ce n'est pas uniquement de fiscalité dont il est question pour les GAFAM au niveau de l'Europe, c'est un sujet de taille, de poids relatif des acteurs, de tentacules multi business et de pouvoir de marché. Le gouvernement français en a conscience : faire bouger l'Europe n'est pas aisé mais laisser faire aurait des conséquences lourdes à assez court terme.

Enfin, la collaboration entre les acteurs de l'écosystème du commerce. Bien que tous aient compris que le monde a changé, il existe encore trop de difficultés à faire changer les approches, trop de protections de situations de rente en pensant que celles-ci vont perdurer. Or, c'est peu probable.

Tout le monde est dans le « même bateau » et chacun a besoin de l'autre, élus, enseignes, foncières et propriétaires. Nous ne sommes pas encore allés assez loin dans la compréhension du fait que le modèle avait changé, que chacun aurait donc à s'adapter, que les coûts d'hier n'étaient plus supportables par l'exploitation d'aujourd'hui et de demain et, que de nouveaux équilibres devaient donc se mettre en place. Pour cela, il faut accélérer les échanges, le partage, créer des collaborations différentes pour séduire le citoyen et le consommateur pour répondre aux nouvelles attentes sociétales. Ceci dans le cadre d'un modèle économique où chacun récolterait le juste fruit de ses investissements et de la valeur qu'il crée. N'en prenons pas conscience trop tard et écoutons-nous vraiment pour imaginer et mettre en œuvre les solutions adaptées au nouveau contexte en dépassant le cadre de situations acquises, aujourd'hui très fragilisées et probablement non durables. ■